

**CONTENT
DE LUI,
LA FINANCE
AUSSI !**



S'ÉMANCIPER D'UNE AUSTÉRITÉ DESTRUCTRICE

Cette journée de grèves et de manifestations, unissant le public et le privé, à l'initiative de la CGT, de FO, Solidaires et de la FSU a pour mots d'ordre salaires, emploi, conditions de travail et mobilisation contre la loi Macron. Alors que le pouvoir Hollande-Valls ne cesse d'invoquer « la reprise est là », le vécu du monde du travail, des chômeurs et des précaires est différent.

La reprise : de quoi et pour qui ?

À écouter les chantages de la rigueur libérale, les indicateurs passent au vert. Une seule reprise est certaine, c'est celle des profits et dividendes des plus grands groupes. Pour 2014, les entreprises du CAC 40 affichent une progression de 33% de leurs profits, 62 milliards d'euros



dont les actionnaires se taillent la part du lion avec 56 milliards de dividendes et rachats d'actions. Une augmentation de plus de 30% ! Ce sont les sacrifices sur les salaires et l'emploi, ainsi que les cadeaux fiscaux et autres exonérations accordés par le gouvernement qui sont une des principales origines de ce dynamisme des profits.

Et les salaires ?

Que cache la statistique sur le « salaire moyen du privé augmentant de 1,4% en 2014 » ? Un bon exemple : Renault. Dans le cadre des « accords de compétitivité » chers à Macron : gel des salaires en 2013, augmentation de 0,5% en 2014 et 8260 suppressions d'emplois d'ici 2016. Mais un salarié de Renault échappe à ces sacrifices, le PDG Carlos Ghosn. Sa rémunération en 2015 va augmenter de 169% à 7,2 millions d'euros. Ajoutons que pour ce monsieur, il s'agit d'un emploi à mi-temps, il reçoit aussi 7,6 millions d'euros au titre de PDG de Nissan. Dans la fonction publique, le point d'indice est gelé depuis 2010, et les rémunérations nettes baissent du fait de l'augmentation des cotisations pour les retraites.

Pouvoir d'achat et dettes

La stratégie du gouvernement comme de l'Europe repose sur la conviction que l'austérité salariale relance la production alors qu'elle ne relance que les profits ; que l'austérité budgétaire permet de résorber la dette, ce qui est faux. La dette publique cumulée de la France atteint 95% du PIB fin 2014 contre 92,3% en 2013.

Cette stratégie est inefficace car l'austérité salariale et budgétaire pénalise les ménages, les PME et les collectivités locales et donc les sources d'activités et de consommation. Alors que la politique monétaire de la BCE favorise principalement les banques et les circuits financiers.

Voilà pourquoi **s'émanciper de l'austérité est à la fois une exigence revendicative d'aujourd'hui et un changement de cap nécessaire pour une issue à la crise.**

Vite l'alternative

Les communistes et tout le Front de gauche appellent toutes les forces citoyennes, politiques et sociales disponibles à la construction d'un mouvement de gauche alternatif ample et populaire pour ouvrir à nouveau l'espoir. **Communistes et autres composantes du Front de gauche, écologistes, socialistes refusant l'impasse actuelle, militant-es de Nouvelle Donne, citoyen-nes, syndicalistes, militant-es de toutes causes... doivent converger pour le construire.**